

Feuille de route - Groupe Puissance commerciale / Puissance globale

L'Europe a toutes les raisons de – et tout le potentiel pour – peser davantage dans le monde. Son approche multilatérale de régulation et de résolution des divergences et des conflits a fait ses preuves. Même si elle doit se renouveler, inclure de nouveaux acteurs et de nouvelles configurations, elle est plus que jamais la démarche adaptée pour faire face aux multiples crises internationales actuelles, qui ne peuvent être résolues que de façon collective.

Le multilatéralisme basé sur le dialogue, la négociation, la signature d'accords et de traités multilatéraux, ajustables mais pérennes, correspond à la méthode européenne depuis 1945. C'est elle qui a permis au continent de surmonter durablement des siècles d'affrontements sanglants, en instaurant des formes de coopération et de gouvernance adaptées à la résolution pacifique des conflits et des divergences de tous ordres, dans l'intérêt et pour la prospérité de tous. Basée sur les règles et le respect du droit, cette approche correspond également à ses valeurs. D'autres régions du monde se sont entretemps inspirées de ce modèle. C'est ce modèle fécond que l'Europe peut porter davantage dans le monde, et c'est d'autant plus urgent que dans nombre de pays, des dirigeants de moyennes et grandes puissances semblent revenir à la funeste logique du bras de fer entre dirigeants autoritaires prétendant défendre avant tout « l'intérêt national ».

Face à des défis largement communs, le monde, du point de vue politique mais également économique, a besoin de solutions communes et évolutives pour résoudre des problèmes largement communs – qu'il s'agisse du défi climatique et environnemental, du terrorisme, de la santé, du défi énergétique, du défi migratoire, du défi digital et de l'intelligence artificielle, et bien sûr celui d'une organisation durable et plus équitable des échanges internationaux. L'Europe, par son expérience et ses valeurs, peut porter cette ambition face aux logiques de repli national et des bras de fer inter-étatiques. C'est naturellement aussi son intérêt.

Les rapports avec les Etats-Unis de Joe Biden et les synergies qui pourront – ou non – être créés, joueront ici un rôle déterminant, sans que l'on sache encore quelles inflexions seront possibles, alors que les tensions de ce pays avec la Chine, notamment sur le plan commercial, ne devraient guère s'apaiser.

L'Europe également a commencé à comprendre la nécessité de redéfinir ses propres relations avec la Chine, enfin désignée, depuis 2019, pour ce qu'elle est : un « rival systémique ». Mais on est loin du compte. Ce dossier était, avant que la gestion de la pandémie actuelle ne la fasse passer au second plan, l'une des priorités de la présidence allemande de l'UE. Il reviendra rapidement à l'ordre du jour.

Vis-à-vis de ce pays comme d'autres, la question des droits de l'Homme restera un sujet central, sur lequel l'UE entend peser, et faire peser ses valeurs, comme le montre l'instrument dont elle vient de se doter : la capacité de sanctionner



partout dans le monde les acteurs, y compris étatiques, se rendant coupables de graves violations des droits de l'Homme (« *Plan d'Action de l'Union européenne pour les Droits de l'Homme et la Démocratie* »). Reste à savoir dans quelle mesure ce levier sera utilisé (*unanimité requise*), et s'il pourra être étendu à la corruption.

Mais pour pouvoir peser et s'affirmer davantage comme puissance globale, une priorité pour l'Europe est certainement d'arriver à mieux parler d'une seule voix sur les grands dossiers évoqués. Cela suppose qu'elle se mette elle-même réellement en ordre de bataille. Et donc qu'elle se repense par elle-même, définisse mieux l'intérêt commun, mais aussi les moyens concrets de le défendre face aux autres puissances, en s'orientant vers une logique interne davantage marquée par la coopération que par la rivalité.

Ce sera un défi majeur dans la phase post-pandémique, alors que le risque inverse d'une montée en puissance de la défense des intérêts « nationaux » (*what ever that means* dans une Europe et un monde interdépendants...) à l'intérieur même de l'UE n'est pas à exclure. Surtout si l'Europe n'arrive pas d'ici là à convaincre de son efficacité et à trouver des solutions communes sur les grands dossiers - notamment sur les questions migratoires ou sur la transition écologique et sociale.

L'issue des négociations sur le Brexit et la situation qui en résultera seront à cet égard également un dossier majeur. Dans quelle mesure parviendra-t-on à limiter les dégâts, et à garder un partenariat le plus fécond possible avec la Grande-Bretagne, alors que sur le plan commercial le marché britannique représente pour l'UE le 2^{ème} débouché pour ses produits, après les États-Unis, mais loin devant la Chine et encore bien plus loin devant le Japon, et que des dizaines de milliers d'emplois sont en jeu ?

La question des élargissements à venir et de la politique de voisinage sera également un des grands dossiers qui conduiront à un renforcement - ou à un affaiblissement - de l'Europe.

Sur ces sujets, le groupe de travail s'attachera à rechercher les priorités et les leviers permettant de renforcer le poids de l'Europe durant la présidence française, mais également à définir les conditions d'une affirmation au niveau mondial à long terme, alors que la Chine se projette d'ores et déjà à l'horizon 2050, que les États-Unis sont, quoi qu'il en soit, appelés à rester une puissance de premier plan, et que d'autres pays - l'Inde, la Turquie, la Russie - pèseront également, avec des politiques qui n'iront pas forcément dans le sens des ambitions et des valeurs européennes.